

## LES PROTESTATAIRES ESTIMENT QU'IL NE LES REPRÉSENTE PLUS

# «Nous voulons élire un syndicat plus près des travailleurs»

**Des filiales et centrales de production du groupe Sonelgaz, situées dans différentes villes du pays (Boumerdès, Mostaganem, Oran...), ont été secouées, hier, par un mouvement de protestation. Répondant à un appel posté sur Internet, les protestataires ont dénoncé «les mauvaises» conditions d'exercice et «l'indifférence» de l'administration.**

**Irane Belkhedim -**

**Alger (le Soir)** - Rédigé en arabe, l'appel a été lancé sur Facebook le 26 mars. Sonelgaz-révolution a exhorté tous les travailleurs du groupe Sonelgaz à observer le 4 avril un sit-in devant les immeubles de leurs sociétés (filiales, centrales, centres...), d'assurer un service minimum et de désigner trois représentants. «Travailleurs et travailleuses, vous êtes invités à adhérer à cette action pour le changement qui vise à recouvrer votre dignité, et montrer à tous la dégradation des conditions d'exercice et l'injustice et le mépris que nous subissons», lit-on dans le communiqué.

De nombreuses revendications ont été soulevées. Il s'agit de la suppression de certaines primes et du «désengagement» de l'administration vis-à-vis de ses fonctionnaires. «Le secrétariat général de l'Union nationale des travailleurs des industries électriques et gazières du groupe refuse de partager nos préoccupations. Des bavures sont commises au détriment des travailleurs. Les primes de rendement collectif et de la femme au foyer ont été supprimées et celle de rendement individuel réduite de 10%», lit-on encore.

Les travailleurs dénoncent également la proposition de gel de projets publics, inscrits dans le cadre de la relance du sec-

teur de l'électricité et la redynamisation de l'exploitation de l'énergie nucléaire. «Les revendications des travailleurs n'ont pas été prises en charge depuis des années, elles se sont accumulées. Les grandes réalisations des autres secteurs ne se sont pas répercutées positivement sur notre situation», écrivent-ils. Revenant sur la rencontre du 23 mars dernier avec les responsables du syndicat (Union nationale des travailleurs des industries électriques et gazières), les travailleurs indiquent que cette réunion «démontre l'indifférence totale de l'administration vis-à-vis des revendications de 56 000 employés». «Nous informons la tutelle que M. Telli et les secrétaires généraux tentent de leur cacher la vérité. Ces gens ne représentent qu'eux-mêmes. Nous ne leur faisons plus confiance et nous leur demandons de se retirer. Nous voulons élire un nouveau secrétariat général qui sera plus près de nos attentes».

**La version officielle : «Le groupe mère n'est pas concerné»**

Contacté, hier, par téléphone pour de plus amples informations, un responsable de Sonelgaz, nous a expliqué qu'un mouvement «de protestation de deux heures seulement a été observé hier par une centaine d'agents des Sociétés de production d'électricité



Courant de protestation dans les filiales et centrales de production du groupe Sonelgaz.

SPE et des sociétés de distribution et d'électricité et du gaz de l'Ouest».

«Ce n'est pas une grève. C'est un petit mouvement de protestation qui n'a pas été largement suivi. Le groupe Sonelgaz compte 36 filiales et 56 000

employés». Ce responsable a affirmé que la principale revendication est d'ordre salarial et l'administration étudie la question avec le partenaire social. «Nous avons ouvert les négociations la semaine passée. Nous sommes

réputés pour notre dialogue social». Sans donner plus de détails, il a ajouté que chaque société pourrait revoir ses salaires «en fonction de ses capacités». «En 2010, les salaires de tous les fonctionnaires ont été augmentés de 20 %».

Enfin, se voulant rassurant, il a affirmé qu'il n'y aura jamais de coupure d'électricité et de gaz. «Ça ne s'est produit dans aucun pays ! Le gaz et l'électricité sont des questions sérieuses».

I. B.

## CENTRALE ÉLECTRIQUE DE CAP-DJINET L'UGTA hors coup

**Une bonne partie des travailleurs de la centrale de production électrique de Cap-Djinet, dans la wilaya de Boumerdès, ont tenu à l'intérieur de la centrale une journée de protestation et de revendication.**

Le collectif a élaboré indépendamment de leur représentation syndicale, l'UGTA, une plate-forme de revendications impliquant sept points. Ils y exigent notamment une grille de salaires analogue à celle de la société algéro-canadienne de production de l'électricité et la revalorisation des primes habituelle-

ment accordées aux travailleurs ou l'introduction d'autres indemnités.

Les autres points portent sur les conditions de travail, le système équitable de promotion, la gestion des carrières, les retenues sur salaire et l'âge de départ en retraite. C'est le directeur de l'unité, Messad Cherif en personne, qui a

réceptionné cette liste de revendications avec promesse faite de la transmettre à qui de droit.

«Une fois la liste des doléances remise à notre directeur, les travailleurs ont rejoint leur travail et la production n'a été nullement perturbée», dira un protestataire. Précisément, nous avons joint deux fois par téléphone la direction de cette centrale pour écouter son directeur. L'agent qui a pris la communication et qui noté le numéro du bureau du jour-

nal de Boumerdès, nous a affirmé que le directeur était en réunion et ensuite qu'il était sorti. De son côté, le SG de la section syndicale nous a déclaré au téléphone qu'un processus de négociations était en cours entre la fédération et la direction générale de la Sonelgaz. Il estime donc qu'un mouvement de protestation n'était pas à l'ordre du jour.

Ce même syndicaliste a réfuté la tenue de cette journée de protestation.

Abachi L.

## MASCARA Débrayage à la Sonelgaz

L'appel à une journée de protestation nationale a été suivi dans la wilaya de Mascara par les travailleurs de la Sonelgaz. Ces derniers, au nombre de 395, ont débrayé tout en assurant le service minimum, selon l'un de leurs représentants. Hier matin, ils se sont réunis dans l'enceinte de la direction générale et ont placardé des affiches sur lesquelles on peut lire : «Dignité dans le travail». Leurs revendications portent sur l'augmentation du salaire de 17%, décidée par l'entreprise en 2006, une décision qui à ce jour n'a été que partiellement appliquée la revalorisation de leurs salaires de 100% à partir de janvier 2008 et l'attribution du salaire unique, la prime annuelle et les indemnités et l'attribution de logements d'astreinte. «Certains sont innocupés», nous déclarera un travailleur.

M. Meddeber

## CONSTANTINE

# Les agents de la SDE menacent de plonger la ville dans le noir

**Des centaines d'agents de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE) ont observé, hier matin, un arrêt de travail de deux heures pour attirer l'attention de leur tutelle sur leur situation socioprofessionnelle en nette dégradation.**

Une première action qui sera suivie d'une grève ouverte, affirment les grévistes dans le cas où leurs reven-

dications ne sont pas satisfaites. Autrement dit, ils menacent de durcir leur mouvement de protestation et de «plonger la ville dans le noir».

Outre les revendications d'ordre socioprofessionnel, les grévistes exigent «la dissolution, sans délai, de la section syndicale» de la société, car illégitime et ne représentant que ses intérêts, et réclament notamment le départ de son président.

Aussi, ils réclament une augmentation de 100% des salaires et l'amélioration de leurs conditions d'exerci-

ce, jugées en deçà des normes internationales requises pour ce genre de métiers à haut risque.

C'est pourquoi ils demandent une révision des primes de risque attribuées aux personnels des services techniques et la généralisation de la prime de nuisance pour qu'elle touche tous les travailleurs.

S'agissant du volet social, les agents de la Sonelgaz ont interpellé les autorités locales pour que leur soit affecté, un quota de logements.

Farid Benzaid